

Propos de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la prévention contre le sida, la lutte contre les discriminations envers les malades du sida et l'aide de la France au Fonds mondial du sida, Paris le 1^{er} décembre 2003.

Nous avons évoqué les dernières informations transmises par l'ONU, et ces informations concernant le sida, à proprement parler, je crois que tout le monde l'a clairement affirmé, sont dramatiques. Ce qui veut dire que, dans le monde, le sida progresse et progresse de façon importante et, d'autre part, il continue à tuer.

En France, où on avait pu escompter ou espérer une amélioration, tel n'est pas le cas, et nous continuons à avoir une progression qui est extraordinairement préoccupante.

J'ai eu l'occasion d'entendre et d'écouter attentivement ce que m'ont dit un certain nombre de chercheurs dans ce domaine, qu'il s'agisse de leurs travaux éminents et remarquables dans le domaine de la prévention, dans le domaine des traitements, dans le domaine aussi de l'élaboration d'un vaccin. Mais, il est bien apparu que les travaux remarquables de ces hommes et de ces femmes supposent une vraie mobilisation de l'opinion, et notamment des jeunes, si l'on veut qu'il y ait une divergence des efforts et un résultat positif, ce qui me conduit à appeler l'attention sur un double message.

Le premier, c'est la nécessité, aujourd'hui, de ne pas remettre en cause, et même d'amplifier, les efforts de lutte pour la prévention, et notamment chez les jeunes, à voir que la protection est un élément décisif, fait qu'affaiblir sa protection dans ce domaine, c'est prendre des risques très importants pour sa vie. Il y a, qui sont lancées, des campagnes de publicité et elles doivent être prises très, très au sérieux.

Et puis, deuxièmement, il y a celles et ceux qui, hélas, sont malades et qui doivent être mieux respectés, mieux entendus, mieux écoutés et, surtout, ne pas faire l'objet, comme c'est encore le cas trop souvent, de discrimination. Il faut lutter contre les discriminations dont sont encore trop souvent victimes les personnes qui sont atteintes. Et, dans ce domaine, la mise en place prochaine d'une Haute autorité pour lutter contre toutes les discriminations aura, je l'espère, un impact positif.

QUESTION - Est-ce que la France va s'engager à verser à nouveau de l'argent au Fonds mondial du sida ?

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord rendre un hommage particulier à la qualité, à la compétence et au dévouement de l'ensemble de celles et de ceux qui assument cette responsabilité dans notre pays, aussi bien au niveau des sciences médicales, des sciences sociales. Nous avons des personnalités très, très remarquables et internationalement reconnues à ce titre.

Je voudrais aussi, parce que c'est ses dix ans d'anniversaire, rendre hommage à l'action d'ensemble contre le sida qui, je le répète, fête son dixième anniversaire et qui apporte une contribution très remarquable tant dans le domaine de la mobilisation psychologique que dans le domaine matériel et financier pour la recherche contre le sida.

Vous me demandez si la France continuera à financer le Fonds ? L'action comprend un soutien à la recherche française, bien entendu, un effort pour avoir une synergie européenne efficace et

enfin, bien entendu, une stratégie mondiale sans laquelle on ne fera rien. Et cette stratégie mondiale s'exprime, notamment et pour une large part, au travers de l'action du Fonds mondial. Vous savez que nous avons l'espoir, et nous l'avons évoqué au dernier G8, d'un financement qui, si l'on veut véritablement atteindre les objectifs fixés pour l'OMS, suppose 3 milliards de dollars qui devaient être initialement ou qui avaient été initialement envisagés avec pour origine 1 milliard venant des Etats-Unis, 1 milliard de l'Union européenne et 1 milliard des autres sources, ce qui est un objectif atteignable.

Pour la France, cela voulait dire une contribution supérieure à 100 millions d'euros, c'est-à-dire plus, naturellement, en dollars. Nous avons décidé de porter notre contribution à 150 millions d'euros, ce qui nous mettra tout à fait au premier rang des contributeurs et, nous, nous le ferons. Ces crédits sont prévus. Nous sommes engagés et nous tiendrons naturellement notre engagement de 150 millions d'euros.

Ce que nous souhaitons, c'est que l'ensemble des contributions puisse être réellement apporté. Cela ne conditionnera pas la nôtre, naturellement, mais nous souhaitons que cet effort mondial soit assumé. C'est le seul moyen de pouvoir traiter dans les cinq ans qui viennent, 3 millions de malades, c'est-à-dire à peu près la moitié de ce qu'il faudrait traiter. Eh bien, même pour atteindre cet objectif qui est à la fois modeste -la moitié de ceux qui en auraient besoin-, est très important par rapport à ce que nous faisons aujourd'hui. Il faut avoir ces moyens financiers. La France assumera, je vous le confirme, sa responsabilité.

Merci.